

Si je ne m'abuse, en réponse à une question posée lors d'une conférence de presse, le président de la Banque mondiale a fourni spontanément certains renseignements auxquels le député fait allusion. Toutefois, je puis dire à mon honorable ami que cette réunion avait pour objet de discuter du financement de la Banque mondiale, notamment de son programme d'aide, et des mesures à prendre par les pays industrialisés pour s'assurer qu'ils continueront à soutenir la Banque mondiale dans ses activités touchant les problèmes des pays en voie de développement. Tel était l'objet du voyage de M. Clausen et ce sont les questions qui ont été abordées au cours de cette réunion. Il n'a été à aucun moment question en ma présence de la politique que le gouvernement du Canada devrait suivre compte tenu de la conjoncture.

LES MESURES BUDGÉTAIRES ENVISAGÉES PAR LE GOUVERNEMENT

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Madame le Président, bien que certains organismes et certaines personnes, notamment les membres du gouvernement, prétendent discerner certains signes de reprise cette année, d'autres, comme le Conference Board tout dernièrement, ont dit très justement qu'à moins d'un changement fondamental dans la politique gouvernementale, le chômage continuerait à être élevé, ou s'aggraverait même peut-être cette année.

En préparant son budget, le ministre pourra-t-il assurer à la Chambre qu'il songera à prévoir deux sortes de mesures distinctes? Un train de mesures précises visant à créer des emplois à court terme et un autre visant à faire face aux graves problèmes structurels que connaît l'économie canadienne et à apporter certains changements à longue échéance qui garantiront la sécurité d'emploi à long terme?

[Français]

L'hon. Marc Lalonde (ministre des Finances): Madame le Président, je dois dire à l'honorable député que les prévisionnistes, tant au Canada qu'à l'étranger, prévoient le maintien d'un niveau élevé de chômage, non seulement durant la prochaine année, mais durant un certain nombre d'années subséquentes, que ce soit aux États-Unis, en Europe ou au Canada. La plupart des prévisionnistes notent que la récession aura non seulement entraîné un taux de chômage élevé, mais aussi des changements structurels qui créent des difficultés d'adaptation de la main-d'œuvre. Ceci est un phénomène qui frappe à l'heure actuelle l'ensemble des pays industrialisés. Je peux dire à mon honorable collègue que c'est une question qui me préoccupe hautement dans la préparation de mon budget et que je vais essayer de solutionner.

Quant à savoir si les mesures que je proposerai satisferont aux deux objectifs indiqués par mon honorable collègue, encore une fois, je l'invite à attendre le budget et, à ce moment-là, j'espère que les mesures que je pourrai annoncer le satisferont et seront conformes à ses objectifs.

Questions orales

• (1430)

[Traduction]

LA POLITIQUE À LONG TERME

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Madame le Président, ma dernière question porte sur les mesures à longue échéance. En 1980, le parti libéral avait promis une stratégie industrielle, mais peu après les élections il l'a abandonnée et l'a remplacée par une série de mesures de circonstance dont le moins qu'on puisse dire c'est qu'elles n'ont pas créé les emplois que les Canadiens souhaitent. Alors qu'il me répondait il y a une minute, le ministre était-il en train de dire aux Canadiens que le budget, qu'en sa qualité de ministre des Finances il doit présenter après les vacances de Pâques, renfermera pour la première fois au Canada une politique à long terme qui devrait remédier aux problèmes structurels de notre économie?

L'hon. Marc Lalonde (ministre des Finances): Ce que j'ai dit, madame le Président, c'est que le député devra décider par lui-même si le budget, au moment où il en prendra connaissance, vise cet objectif. Cependant, j'ai déjà dit, en réponse à plusieurs questions, que nous risquerions de nous lancer comme qui dirait dans une «quête du Saint-Graal» si nous nous attendions à y trouver une stratégie industrielle pleinement intégrée. J'estime que la meilleure solution pour le Canada, comme pour la plupart des pays industrialisés, consisterait à élaborer des stratégies industrielles destinées à divers secteurs, en prenant soin de reconnaître et de développer les points forts de notre économie, quitte ensuite à proposer une politique susceptible de les renforcer encore davantage. Je trouve que c'est là la façon la plus réaliste et la plus efficace d'envisager la situation actuelle.

Quant à savoir si le budget répondra à ce besoin, j'invite encore une fois mon honorable collègue à attendre d'en avoir pris connaissance pour en décider par lui-même.

* * *

[Français]

L'AIDE GOUVERNEMENTALE

LA CONTRIBUTION DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL AUX DIVERS PROGRAMMES PROVINCIAUX

M. Gérald Laniel (Beauharnois-Salaberry): Madame le Président, j'aimerais poser une question au très honorable premier ministre.

Malgré les déclarations conjointes de la fin de semaine des ministres Jacques Léonard et Jacques-Yvan Morin, respectivement ministre des Affaires municipales et ministre des Affaires intergouvernementales, qui refusent aux municipalités du Québec le droit de recevoir directement les subventions du gouvernement fédéral, j'aimerais que le très honorable premier ministre assure les députés de cette Chambre que les subventions du gouvernement fédéral seront toujours identifiées au gouvernement du Canada et distribuées directement, afin que la population du Québec et même celle des autres provinces connaissent toujours la contribution du gouvernement fédéral aux divers programmes, ce que le Québec et certaines provinces refusent de faire régulièrement.